

Politiques d’attractivité et investissements directs étrangers dans l’UEMOA : rôle des institutions

Attractiveness policies and foreign direct investment in WAEMU: the role of institutions

THIAM Issa

Doctorant

Faculté Warocqué d’Économie et de Gestion (FWEG)

Université de Mons - Belgique

issathiam767@gmail.com

BIWOLE Viviane Ondoua

Maître de conférences en Science de Gestion

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion

Université de Yaoundé II – Cameroun

ond_viviane1@yahoo.fr

Date de soumission : 11/02/2023

Date d’acceptation : 08/06/2023

Pour citer cet article :

ATHIAM I. & BIWOLE V. (2023) « Politiques d’attractivité et investissements directs étrangers dans l’UEMOA : rôle des institutions », Revue Internationale du chercheur «Volume 4 : Numéro 2» pp : 512- 533



Résumé :

L'étude a pour objectif d'apprécier les politiques d'attractivité de l'UEMOA. La méthodologie utilisée est mixte, elle commence par une analyse des composantes d'attractivité et finie, par une analyse économétrique des politiques d'attractivité par le modèle à effet fixe de 2009 à 2019 des Etats membres de l'UEMOA. Les résultats indiquent que la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement, l'état de droit, la liberté d'expression, et l'ouverture commerciale ont un effet positif et significatif sur l'IDE tandis que, la qualité des institutions et la lutte contre la corruption ont un effet non significatif. L'UEMOA devraient donc améliorer sa gouvernance avec un accent particulier sur la stabilité politique, la qualité des réformes institutionnelles et l'ouverture commerciale, sans encourager la corruption. Grâce à la théorie éclectique de Dunning 1981, l'étude complète la liste déjà existante des déterminants d'IDE.

Mots clés : IDE ; Politiques d'attractivité ; Attractivité ; UEMOA ; Modèle à effet fixe.

Abstract:

The purpose of the study is to assess WAEMU's attractiveness policies. The methodology used is mixed, it begins with an analysis of attractiveness components and ends with an econometric analysis of attractiveness policies by the fixed-effect model from 2009 to 2019 of WAEMU member states. The results indicate that political stability, effective government, rule of law, freedom of expression, and trade openness have a positive and significant effect on FDI while the quality of institutions and the fight against corruption have a non-significant effect. WAEMU should therefore improve its governance with a particular focus on political stability, the quality of institutional reforms and trade openness, without encouraging corruption. Thanks to the eclectic theory of Dunning 1981, the study completes the already existing list of determinants of FDI.

Keywords: FDI; Attractiveness Policies; Attractiveness; WAEMU; fixed-effect.

Introduction

Le rôle des firmes multinationales (FMN) au sein de l'économie des pays hôtes a fait surgir une forte concurrence dans la conquête des Investissements Directs Étrangers (IDE). Ceci a permis de développer le concept d'attractivité et de l'intégrer dans les politiques économiques des États et dans la stratégie des FMN. Elle a fait développer trois réflexions qui ont fait l'objet de beaucoup de recherche :

- ❖ Expliquer les facteurs de la multinationalisation : c'est-à-dire les raisons de la décision d'investissement hors du territoire national au lieu de l'adoption des politiques de promotion d'exportation ;
- ❖ Déterminer comment une firme opère à l'étranger : avec l'identification des formes d'implantation de la firme ;
- ❖ Identifier la raison du choix du lieu pour justifier le choix du site d'implantation.

Ce champ d'analyse traditionnel est largement dépassé par une analyse plus profonde de l'attractivité des pays aux IDE. Ce nouveau champ cherche à comprendre les facteurs déterminants qui poussent les investisseurs étrangers à vouloir s'implanter dans un territoire au lieu d'un autre. Les gouvernements sont d'orientations politiques et économiques différentes et exercent une autorité souveraine sur leurs territoires nationaux, quant aux firmes, elles sont stratégiques et investissent dans de nombreux projets d'IDE. C'est ainsi qu'avec la mondialisation, l'ensemble des interrogations soulevées ci-dessus sont devenues stratégiques pour les FMN et les États. Ainsi, les gouvernements ont utilisé comme réponse alternative, le démantèlement de leurs tarifs douaniers et la libéralisation de leurs systèmes économiques, pour pouvoir attirer les IDE et compenser les désinvestissements suite à la délocalisation des entreprises nationales. La libéralisation serait une réponse efficace à la réduction de la crise d'endettement et pour s'engager vers des activités favorisant la privatisation (Mvondo, 2023).

Rassurant que, le développement ne peut surgir seulement de l'accumulation de capital rendu possible par l'épargne de ses États membres ou l'exportation des produits locaux, l'UEMOA a ouvert ses frontières aux IDE considérés non seulement comme une source de financement externe de capital, mais également comme un moyen de transferts de technologies nouvelles. De même, l'adhésion des pays membres de l'UEMOA à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a développé de nouveaux engagements portant sur la politique fiscale et la réduction sur plusieurs années des subventions et des tarifs douaniers (Silem & Sadi, 2023). Cet

engagement de l'UEMOA vis-à-vis des IDE, demande une grande volonté de réformes de ses États membres, et une amélioration de ses facteurs d'attractivité déjà existants. C'est dans ce sens que ses États se sont lancés, dans une politique de réformes censées les doter d'outils renouvelés pour promouvoir leurs territoires.

Malgré ces efforts, les flux entrants d'IDE dans la zone de l'UEMOA semblent suivre un rythme timide par rapport aux potentiels de la sous-région. En effet, depuis 2009, les flux d'IDE sont passés de 2,5 à 2,7 milliards de dollars en 2018, soit une hausse de seulement 6% en dix (10) ans. En comparaison à la zone de la CEMAC¹ qui a vu ses flux passés de 4,6 à 7,3 milliards de dollars soit une augmentation de 57% de ses flux dans ce même intervalle de temps selon le rapport de la CNUCED de 2019. Pourtant, l'UEMOA peut se vanter de facteurs d'attractivité non négligeable, une croissance économique de plus de 6% depuis 2013, de quatre grands ports d'envergure (Abidjan, Dakar, Lomé et Cotonou), du premier producteur mondial de Cacao (Côte d'Ivoire), du premier producteur de coton africain (Burkina Faso) et de l'un des leaders mondiaux de production d'uranium (Niger). Il s'interroge alors, au regard de ce paradoxe, la question de l'efficacité des politiques d'attractivité de l'UEMOA. Á cet égard, il nous semble pertinent de poser la question suivante : Quel est l'effet des politiques d'attractivité de l'UEMOA sur l'IDE ?

De cette question principale découle deux questions subsidiaires à savoir :

- ❖ Quel est l'effet des dimensions des institutions politiques sur les flux d'IDE dans l'UEMOA ?
- ❖ Quel est l'effet des dimensions des institutions économiques et sociaux sur les flux d'IDE dans la zone de l'UEMOA ?

Ce travail a pour objectif principal d'analyser l'effet des politiques d'attractivité sur les flux entrants d'IDE dans la zone de l'UEMOA. De manière spécifique il s'agit de :

- ❖ déterminer l'effet des dimensions des institutions politiques sur les IDE dans l'UEMOA ;
- ❖ déterminer l'effet des dimensions des institutions économiques sur les flux d'IDE dans l'UEMOA.

L'étude est selon une démarche quantitative. Cette dernière se justifie par le type de données collectées et la technique de collecte de données utilisées. Elles sont quantitatives et

¹ La CEMAC est une organisation sous régionale de l'Afrique centrale dont l'abréviation signifie Communauté économique des États de l'Afrique Central (CEMAC).

proviennent des bases de données de la Banque Mondiale (BM), de la CNUCED et de la BCEAO. Nous avons aussi eu recours aux informations générées par des rapports et des articles scientifiques. Comme point de départ pour une analyse plus approfondie, nous allons voir premièrement une revue de la littérature des différentes approches théoriques de l'IDE et des politiques d'attractivité (1), deuxièmement, la méthodologie de l'étude (2) et enfin, les résultats, discussions et la contribution scientifique de l'étude (3).

1. Revue de la littérature sur les politiques d'attractivité et l'IDE

Une analyse des recherches déjà existantes sur les politiques d'attractivité, nous permet de constater que certaines politiques sont considérées comme précurseur de l'investissement direct étranger (1.1) pendant que, d'autres semblent freiner l'entrée des Firmes Multinationales (1.2).

1.1 Politique d'attractivité : gage d'un renforcement de l'IDE

Des études récentes ont montré que l'efficacité des politiques d'attractivité peut constituer un atout pour l'augmentation des flux d'investissement étranger dans un pays [Belhaj (2019) ; Xavelet (2015) ; Ed-dib & Aichi (2021) et (Alaoui & Mastour, 2023)]. Dans son analyse basée sur les politiques adoptées par le gouvernement marocain pour améliorer l'attractivité à l'IDE, Belhaj (2019), a conclu que ces politiques ont globalement des effets positifs sur l'attractivité du Maroc à l'IDE. Toutefois, son étude semble oublier des déterminants qui sont considérés comme ayant une forte influence sur l'IDE, il s'agit des déterminants liés à la gouvernance par exemple la corruption, la fraude etc. Bien que les politiques d'attractivité aient de manière globale des succès et des échecs dans leurs objectifs de séduction des firmes multinationales (Xavelet, 2015), la faible qualité des institutions ne réduit pas la volatilité des entrées d'IDE (Nkoa & Song, 2018). Makossa & Akiana (2023), montrent quant à eux que le risque et l'instabilité politique restent les premiers déterminants de la faiblesse des IDE dans la région du MENA². Dans une étude sur le rôle des indicateurs de la gouvernance comme déterminants des IDE dans les pays africains, Ed-dib & Aichi (2021) arrivent à une conclusion générale. Selon eux, entre 1985 et 2015, sur un échantillon de 44 pays africains, la taille du marché, la lutte contre la corruption, l'exécution de la réglementation, la stabilité politique, les infrastructures agissent négativement sur les flux d'IDE vers les pays africains. En outre, l'ouverture au commerce, l'État de droit et le fonctionnement de l'État, le taux de change

² Cette région désigne le moyen orient et les États d'Afrique du nord. L'abréviation signifie Middle East and North Africa.

officiel, et enfin la balance des paiements courants affectent positivement l'entrée des IDE en Afrique. Dans le même sens, Garga & Tchakounte (2022), affirment que la liberté des affaires qui fait état le plus souvent dans les pays démocratiques affecte positivement et significativement l'attractivité des IDE. Les politiques d'attractivité de l'IDE ne sont pas uniquement économiques, le risque d'instabilité socio-politique crée un environnement défavorable et représente alors un facteur de risque pour l'investissement privé en général et pour l'IDE en particulier (Gouenet, 2013).

En outre, le regroupement des États au niveau des organisations de politiques communes (UEMOA, CEDEAO...), nous amène à réfléchir sur l'impact de leurs politiques d'attractivité sur les flux d'IDE. Pour De Sousa & Lochard (2006), la monnaie unique réduit l'incertitude macroéconomique et certains coûts de transaction, ce qui pourrait renforcer les IDE entre les pays membres. Chaze et Edouard (2019), concluent en ce sens qu'il faut repenser les politiques d'attractivité dans les pays membres d'une même organisation. Les politiques d'attractivité sont destinées à attirer et à retenir l'IDE. Toutefois, elles sont souvent accompagnées des mesures et d'effets qui peuvent augmenter le risque d'investissement et limiter les flux de l'IDE. Ainsi, Fofana (2013) affirme que la nature et la qualité de l'environnement institutionnel exercent une influence sur la dynamique des IDE entrants dans un pays. En effet, selon lui le renforcement de la réglementation joue un rôle dissuasif sur l'IDE puisque l'investisseur perçoit cette mesure comme nuisible à la liberté des affaires et que dans un avenir proche cette liberté semble inexistante. C'est dans ce sens que, la lutte contre la corruption peut aussi constituer un frein aux flux d'IDE entrants dans une région (Ed-dib & Aichi, 2021).

1.2 Des politiques qui freinent les flux d'IDE

Les pratiques illégales dont les firmes Multinationales sont souvent accusées (Alaoui & Mastour, 2023) poussent les États à adopter des mesures restrictives accompagnatrices de leurs politiques d'attractivité. Selon la CNUCED, en 2018, l'intervention des pouvoirs publics a fait capoter de nombreux projets de fusion-acquisition internationale. Beaucoup d'opérations ont été bloquées ou annulées pour des raisons réglementaires ou politiques de sécurité nationale. Il est noté, l'existence de plusieurs projets abandonnés du fait de la longueur des délais d'approbation par les autorités du pays d'accueil (Makossa & Akiana, 2023). Ceux-ci démontrent que, dans la mesure du possible, les autorités font de leur mieux pour non seulement attirer les investisseurs étrangers mais aussi et surtout assurer la sécurité nationale.

Dans le sens que l'existence d'une réglementation très exigeante pourrait faire fuir les investisseurs (Fofana, 2013), Amina & Rachid (2018) affirment que les restrictions d'accès au foncier industriel, d'accès au financement et le poids du secteur informel demeurent des obstacles et des facteurs dissuasifs à l'implantation de firmes étrangères. Nous pouvons comprendre dès lors, que toutes les politiques d'attractivité ne sont pas censées attirer l'IDE si elles sont accompagnées de mesures restrictives.

2. La méthodologie de l'étude

Le chercheur, dans le cadre de la réalisation d'un travail scientifique, suit la méthodologie qui se rapproche le plus à son domaine d'intervention. Cette démarche constitue pour lui, un moyen de démontrer la méthode de travail adoptée, son importance, ses atouts et ses failles. Dans cette étude, nous l'avons structuré en deux temps, d'abord par une analyse des composantes d'attractivité de l'UEMOA et ensuite par une analyse économétrique des politiques d'attractivité.

2.1 L'appréciation des composantes de l'attractivité de l'UEMOA

Selon Cherbib & Bahri (2023), les FMN s'implantent à l'étranger à travers une stratégie horizontale du fait des potentielles économies d'échelles qu'elles auront grâce au contournement des barrières tarifaires. Elles peuvent s'implanter aussi à l'étranger par une stratégie verticale parce qu'il existe une différence de coût des intrants nécessaires à la fabrication des biens. Dans l'UEMOA, les deux stratégies interfèrent dans la mesure où les FMN bénéficient du marché et des coûts de production. Il est clair que les FMN avant de s'installer dans un pays, vérifient les avantages qu'il offre et ensuite, elles établiront une courte liste des pays qu'ils considèrent comme plus attractifs (Hatem, 2005). Nous faisons une appréciation des composantes de l'attractivité de l'UEMOA que nous avons retenu à l'aide de la documentation.

2.1.1 Le cadre légal et institutionnel

Le cadre légal peut se comprendre comme : l'ensemble des lois et dispositions régissant l'investissement. Quant au cadre institutionnel, il décrit les différents organismes chargés de la promotion, de la représentation et du contrôle des institutions. Nous allons dans les lignes qui suivent, évaluer le cadre légal et institutionnel de l'UEMOA. Pour ce faire, nous avons retenu trois composantes du cadre qui jouent un rôle important dans l'attractivité d'un territoire.

❖ La stabilité politique et l'absence de violences dans l'UEMOA



Comme évoqué plus haut, la stabilité politique est un élément décisif dans l'attractivité de l'IDE. Un environnement politique stable est un signe favorable pour les investisseurs étrangers. Selon l'observatoire de la compétitivité durable (OCD) de la FERDI³, la stabilité politique et l'absence de violences mesurent « *les perceptions quant à la possibilité de survenues d'actes de violences politiques, y compris des actes terroristes* ». Cette organisation a développé un indicateur de mesure de l'attractivité d'un territoire. Pour elle, l'attractivité territoriale est mesurée sur quatre grands axes : l'infrastructure ; le capital humain et financier ; le marché et enfin la gouvernance politique et économique. C'est dans la gouvernance politique et économique qu'elle classe la stabilité politique et l'absence de violences.

Pour l'indicateur, les scores sont compris entre 0 et 100 et le plus élevé traduit la meilleure situation. En 2018, le Sénégal (68), le Bénin (67) et la Guinée-Bissau (51) constituaient les économies les plus stables de la sous-région. Par contre, le Mali (11) et le Niger (34) représentaient la partie instable de la sous-région. Ceci réaffirme que la zone de l'UEMOA est frappé d'une instabilité socio-politique qui accroît le risque pays. En effet, la zone est animée par la présence d'organisations terroristes, de coups d'États et de la pauvreté. Cette situation participe à la dégradation de son environnement des affaires.

❖ Le cadre légal et réglementaire

C'est en avril 1997 que le Conseil des Ministres des pays de l'Union a adopté, dans le cadre de la relance de l'investissement privé, la déclaration dite « Déclaration de Cotonou ». Elle était destinée de maintenir la croissance économique annuelle à un niveau durablement supérieur à 5%, grâce à la mise en œuvre de mesures susceptibles d'instaurer un climat favorable aux investissements privés. L'amélioration de la gestion de l'environnement financier et juridique des entreprises s'est traduite par la mise en place de régimes fiscaux et comptables harmonisés : l'OHADA et le SYSCOA. De même, l'UEMOA et la CEDEAO ont adopté en 2013, un Code Communautaire des Investissements (CCI) qui doit permettre l'harmonisation de la procédure d'investissement dans la zone et mieux renforcer la protection des investisseurs. En plus, depuis sa création en 1994, l'UEMOA adopte des directives relatives à la fiscalité pour permettre non seulement de collecter des fonds destinés à des projets communautaires mais aussi de renforcer son climat des affaires. Dans le cadre de la réglementation, elle a mis en place des mesures pour

³ FERDI (Fondation pour les études et recherches sur le développement international) est un laboratoire d'idées, un Think Tank, dont la mission première est, sur la base de travaux de recherche, d'influencer le débat international sur les grandes questions de développement.

empêcher la double imposition et favoriser les échanges entre ses États membres. Néanmoins, les pays de l'UEMOA tardent à contrôler le coût de production énergétique de la sous-région, les mouvements de capitaux et la politique de change. Par exemple, il n'y a pas de politique de change entre le Cedi ghanéen et le franc CFA⁴.

❖ L'efficacité des administrations

La question de la réforme des administrations publiques a toujours constitué une préoccupation majeure des décideurs politiques au point qu'elle est souvent inscrite dans l'agenda des actions prioritaires à conduire parce qu'une bonne administration, loin d'être un luxe, est une condition essentielle du développement. L'efficacité des administrations renvoie à la rapidité d'exécution des projets liés à la création d'entreprise, à l'élargissement de marché ou au règlement de conflits entre les entreprises. Les réformes entreprises par les pays de l'Union ont permis de produire des guichets dans le but faciliter la création des entreprises et de développer une proximité entre les investisseurs et les agences de promotion de l'investissement.

Toutefois, ces efforts n'empêchent pas les investisseurs de souligner des cas de corruption dans la zone (Croi, 2020). Pourtant, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a adopté des principes et règles d'intervention mettant la transparence, l'éthique, la prévention de la corruption entre autres, au centre de ses activités.

2.1.2 Les préalables économiques et sociaux

L'attractivité d'un pays ne dépend pas seulement de son cadre légal et institutionnel, il y a aussi les caractéristiques de nature économique et sociale qui sont prises en compte par les investisseurs. Parmi ces préalables, on peut citer : la stabilité macro-économique, l'étendue du marché, les infrastructures modernes, les services liés à l'exportation, le capital humain et la performance d'un tissu industriel bien développé.

❖ La stabilité macro-économique

La stabilité macroéconomique de l'UEMOA ne suit pas une tendance favorable à l'Investissement Direct Étranger. Bien que son taux de croissance soit maintenu à 6% depuis plus de six (6) ans, d'autres indicateurs macroéconomiques font l'objet de méfiance de la part des investisseurs. En effet, l'Indice de Développement Humain (IDH) reste faible avec 0,484 en

⁴ C'est une déclaration de l'investisseur Paul-Harry Aithnard tiré de : Ballong S (2012). Paul-Harry Aithnard : « l'attractivité de l'UEMOA est sous-estimée ». Jeune Afrique 22 mai 2012 à 18 :15. <https://www.jeuneafrique.com/28435/economie/paul-harry-aithnard-l-attractivite-de-l-uemoa-est-sous-estim-e/>. Consulté le 8 Mai 2022.



2019, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse, en moyenne, de 3,6% en 2021 après celle de 2,1% en 2020 (Bceao, 2021). Il semble que, ces indicateurs qui renforcent l'image d'une économie saine, gangrènent l'environnement des affaires de la zone.

❖ La taille du marché

La plupart des études sur les firmes multinationales révèlent que l'étendue du marché est un facteur très important de l'IDE. Les recherches menées par le cabinet Ernst et Young sur 1000 firmes multinationales ont montré que 94% des firmes se localisent à l'étranger à la recherche de marché potentiel (Hatem, 2005).

En 2018, selon la BCEAO, l'UEMOA est un marché d'au moins de 83 millions de consommateurs vaste d'une superficie de 3 506 126 km² soit 485 982 km² de plus que la CEMAC. Elle est constituée de huit États, dont cinq (5) États côtiers et trois (3) États sahéliens liés par l'usage d'une monnaie commune (le FCFA). En vue de renforcer l'intégration économique régionale, les pays membres de l'UEMOA ont convenu, dans le cadre du traité fondateur de l'Union, de mettre en place un marché commun. Ce marché est basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante. Pour ce qui est de l'emploi, la population active des hommes est plus importante que celle des femmes. Elle est aussi plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain. Elle représente dans la plupart des pays plus du tiers (1/3) de la population totale. Le niveau de chômage dans la sous-région est élevé. Il ressort que, le taux de chômage dans l'UEMOA s'est établi à 13,7% en 2020 contre 11,8% en 2019, soit une hausse de 1,9 point. Notons cependant, qu'une part significative de l'emploi est informel et que les données du chômage sont à relativiser au regard du sous-emploi qui est important.

❖ L'infrastructure

Il faut savoir que la qualité des infrastructures dispose d'une influence significative sur la compétitivité des pays à l'IDE. Des études soulignent que, même si la fiscalité est élevée et que les infrastructures répondent aux standards internationaux, les firmes multinationales s'installeront car elles supposent que l'argent de la fiscalité est réinvesti dans les infrastructures (Alaoui & Mastour, 2023). C'est le cas du transport et de la logistique, mais également de la promotion des télécommunications et surtout de l'électricité qui constitue en Afrique un goulet d'étranglement auquel est confronté un nombre significatif de pays. La Côte d'Ivoire et le Sénégal ont développé ces dernières années le niveau de leurs infrastructures. L'électricité est dans un niveau d'avancement très apprécié et les télécommunications sont en constante

innovation. Le Niger et la Guinée-Bissau sont les deux pays les moins électrifiés de l'UEMOA. En outre, l'union manque considérablement de logistique et le transport inter-états n'est pas facile du fait de l'insécurité qui règne dans certains pays et la qualité des routes.

❖ Le capital humain

Le capital humain que nous évaluons ici renvoie à la qualité de travailleur dont disposent l'Union. L'observatoire de la FERDI considère pour cette rubrique trois indicateurs. Il y a d'abord l'évaluation de la facilité d'obtention des prêts telle que mesurée par le Doing Business de la Banque mondiale, le crédit intérieur alloué au secteur autre que public exprimé en pourcentage du PIB, et enfin la valeur des capitalisations boursières, elle-même également rapportée au PIB, qui exprime le degré de sophistication du marché financier. Selon l'observatoire, le Sénégal et le Togo disposent de plus d'avantages en capital humain que les autres pays de l'UEMOA. En effet, ces pays ont développé le niveau de leur éducation et la facilité d'obtention de prêts bancaires. L'observatoire leur accorde successivement une note de 57 et 60 sur un indice de 100. Tout ceci, affirme que l'attractivité des IDE est partagée entre un nombre très petit de pays de l'UEMOA, ce qui pourrait être à l'origine de la distribution inéquitable des flux d'IDE entre ces économies.

2.2 Analyse économétrique des politiques d'attractivité

Dans cette sous-section, nous abordons le deuxième axe de notre méthodologie de recherche. Il est question de spécifier le modèle économétrique, de mettre en exergue la compréhension théorique qui l'entoure et d'aborder par la suite, l'origine de nos données.

2.2.1 Spécification du modèle

Notre équation est :

$$IDE_{it} = (IG_{it}, Z_{it}) \quad (1)$$

IDE: Investissement direct étranger (la variable dépendante du modèle).

IG: Indicateur de la gouvernance (les variables explicatives du modèle de notre étude).

Z : Vecteur variable de contrôle

ϵ : Terme d'erreur

Équation (1) peut être écrite comme suit :

$$\begin{aligned}
 IDE_{it} = & \alpha_0 + \alpha_1 \text{ControlCorrupt}_{it} + \alpha_2 \text{effigouve}_{it} + \alpha_3 \text{stabilité_pol}_{it} \\
 & + \alpha_4 \text{qualregle}_{it} + \alpha_5 \text{Etdroit}_{it} + \alpha_6 \text{Voix et respons}_{it} \\
 & + \alpha_7 \text{croisPIB}_{it} + \alpha_8 \text{Ouver_com}_{it} + \alpha_9 \text{Inf}_{it} + \beta_i + \delta_t + \epsilon_{it}
 \end{aligned}$$

Avec : **ControlCorrupt** : contrôle de la corruption ; **effigouve** : efficacité du gouvernement ; **stabilité_pol** : stabilité politique ; **qualregle** : qualité de la réglementation ; **Etdroit** : Etat de droit ; **Voix et respons** : voix et responsabilité ; **croisPIB** : croissance du PIB ; **Ouver_com** :

ouverture commerciale ; \mathbf{Inf} : inflation ; α_0 : constante ; β : effets spécifiques fixes pays et δ : effet fixe temps.

2.2.2 Présentation des variables

- La variable à expliquer ou dépendante : IDE en % PIB
- Les variables explicatives (Indicateurs de la gouvernance) :

- ❖ Contrôle de la corruption :

Le contrôle de la corruption saisit les perceptions de mesures dont le pouvoir public est exercé à des fins privées, y compris les formes mesquines et grandioses de corruption, ainsi que la « capture » de l'État par les élites et les intérêts privés. L'estimation donne le score du pays en unités d'une distribution normale standard, c'est-à-dire allant d'environ -2,5 à 2,5.

- ❖ Efficacité du gouvernement :

L'efficacité du gouvernement tient compte des perceptions de la qualité des services publics, de la qualité de la fonction publique et du degré d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques, de la qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques et de la crédibilité de l'engagement du gouvernement à l'égard de ces politiques. L'estimation donne le score du pays en unités d'une distribution normale standard, c'est-à-dire allant d'environ -2,5 à 2,5.

- ❖ Qualité réglementaire :

La qualité de la réglementation rend compte des perceptions de la capacité du gouvernement à formuler et à mettre en œuvre des politiques et des règlements solides qui permettent et favorisent le développement du secteur privé. L'estimation donne le score du pays sur l'indicateur agrégé, en unités d'une distribution normale standard, c'est-à-dire allant d'environ -2,5 à 2,5.

- ❖ État de droit :

L'état de droit reflète les perceptions de la confiance et du respect des règles de la société par les agents, et en particulier de la qualité de l'exécution des contrats, des droits de propriété, de la police et des tribunaux, ainsi que de la probabilité de criminalité et de violence. L'estimation donne le score du pays sur l'indicateur agrégé, en unités d'une distribution normale standard, c'est-à-dire allant d'environ -2,5 à 2,5.

- ❖ Stabilité politique et absence de violence :

La stabilité politique et l'absence de violence mesurent les perceptions de la probabilité d'instabilité politique et/ou de violence à motivation politique, y compris le terrorisme. L'estimation donne le score du pays sur l'indicateur agrégé, en unités d'une distribution normale standard, c'est-à-dire allant d'environ -2,5 à 2,5.

❖ Voix et responsabilité :

Voix et responsabilité rend compte des perceptions de la mesure dans laquelle les citoyens d'un pays sont en mesure de participer au choix de leur gouvernement, ainsi que de la liberté d'expression, de la liberté d'association et de la liberté des médias. L'estimation donne le score du pays sur l'indicateur agrégé, en unités d'une distribution normale standard, c'est-à-dire allant d'environ -2,5 à 2,5.

○ **Les variables de contrôle sont :**

❖ Le taux de croissance du PIB :

C'est le pourcentage du PIB aux prix du marché sur la base de la monnaie locale constante. Il est calculé sans déduction pour l'amortissement des actifs fabriqués ou pour l'épuisement et la dégradation des ressources naturelles. Cette variable permet de prédire la taille future du marché du pays d'accueil.

❖ Le taux d'inflation :

L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation reflète la variation annuelle en pourcentage du coût d'acquisition d'un panier de biens et de services pour le consommateur moyen qui peut être fixé ou modifié à des intervalles déterminés, par exemple annuellement. La variable agit en tant que variable proxy pour le niveau de stabilité économique. Dans la mesure où les investisseurs étrangers préfèrent investir dans des économies stables, l'inflation reflète le degré d'incertitude d'une économie.

❖ L'ouverture commerciale en pourcentage du PIB :

Il est mesuré par la somme des exportations et des importations de biens et de services mesurés en pourcentage du PIB. C'est un indicateur très utile pour observer l'ouverture d'une économie par rapport à l'étranger. Plus ce pourcentage est élevé, plus l'économie de ce pays est ouverte.

2.2.3 Méthode d'estimation

Les données de panel nécessitent de vérifier, en amont, la spécification homogène ou hétérogène du processus générateur de données. En économétrie, une telle chose consiste à

tester l'égalité des coefficients du modèle étudié dans la dimension individuelle. En économie, les tests de spécification consistent à déterminer s'il est possible de supposer que le modèle théorique étudié est parfaitement identique pour tous les individus (*homogénéité totale*), ou au contraire s'il existe des spécificités propres à chaque individu (*hétérogénéité totale*). Dans ce dernier cas, l'utilisation des techniques de panel ne se justifie pas et peut conduire à un biais d'estimation (Bismans & Damette, 2023). Cependant, les données en panel génèrent, souvent, des configurations à cheval entre les deux spécifications extrêmes. De ce point de vue, la dose d'hétérogénéité caractérisant les données proviennent soit de la constante ou des coefficients (Bourbonnais, 2009). Dans le cas, d'un modèle à effets individuels, une question peut se poser souvent il s'agit de savoir comment les effets individuels devront être spécifiés. On doit alors savoir si on doit opter pour le **modèle à effets aléatoires** ou le **modèle à effets fixes**. Pour répondre à cette question, on va présenter le test statistique qui va nous permettre de spécifier les effets individuels et les résultats de ce test.

2.2.4 Les sources de données

Le champ d'application de cette étude est limité aux huit (8) pays membres de l'UEMOA pour une période de 11 années (**de 2009 à 2019**). Ce choix est motivé par le cadre temporel (période d'étude) et la sélection des pays. Le choix de notre période d'étude est justifiée en deux temps, d'abord nous ne voulons pas prendre en compte l'effet des mesures prises par les gouvernements des pays l'UEMOA pour faire face à la covid-19, et ensuite nous jugeons pertinent qu'une étude peut être plausible sur une période de plus de dix années⁵ (De Sousa & Lochard, 2006). Afin de tenir compte de ces observations, nous avons choisi de commencer à partir de l'année 2009. Toutes les données, à l'exception de celles de la gouvernance et des IDE, proviennent des indicateurs de développement mondial (WDI). Alors que, les mesures de gouvernance sont collectées à partir du Worldwide Governance Indicators (WGI), de même la base de données de la CNUCED est la source de l'ensemble des données sur les IDE.

3. Résultats et discussions

Le point de départ de cette partie est la présentation des vérifications préliminaires effectuées sur les variables. Ainsi, nous allons exposer les résultats issus du travail économétrique. Nous allons présenter l'analyse descriptive qui consiste à décrire les caractéristiques des variables telles que la moyenne, l'écart-type, le minimum et le maximum. Elle met en évidence l'analyse

⁵ Il serait aussi intéressant de tenir compte des efforts entreprises par les pays de l'UEMOA au lendemain de la crise financière de 2008.

corrélacionnelle entre la variable dépendante (IDE), les indicateurs de la gouvernance et les variables de contrôle.

Tableau 1 : Statistiques descriptives des variables d'étude

Source : Calculé par l'auteur à l'aide du logiciel STATA

Il ressort qu'en moyenne les flux d'IDE vers la zone de l'UEMOA représentent 2,86% avec un niveau maximum de 18,81% et un seuil minimum de -2,54% sur la période 2009-2019. Nous constatons également que tous les indicateurs de la gouvernance ont des scores moyens négatifs. En effet, sur une échelle de -2,5 et 2,5, tous ces indicateurs sont négatifs traduisant leur faible qualité. En moyenne, la croissance du PIB annuelle dans la zone est de 5,10% avec un seuil maximal de 10,7%. Par ailleurs, la zone affiche un niveau moyen d'inflation relativement faible, soit 1,12%. Enfin, le taux moyen d'ouverture au commerce international correspond à 58,72% (Tableau 1, p13). Ainsi, l'ouverture commerciale constitue un stimulant important à l'attraction des IDE dans l'UEMOA. Cette interprétation corrobore avec la théorie, qui affirme que l'ouverture est une indication de la facilité d'accès du pays hôte au marché mondial. Ce résultat converge avec ceux des travaux d'Ajide & Dolapo (2016), Nsiah & Wu (2014), et Anyanwu & Yameogo (2015), entre autres.

Tableau 2 : Matrice de corrélation des variables (Variable dépendante : IDE)

VARIABLES	Observations	Moyenne	Écart-type.	Min	Max
IDE	88	2,86	2,897	-2,545	18,818
Corruption	88	-0,672	0,38	-1,559	0,059
Efficacité gouvernement	88	-0,834	0,356	-1,76	-0,058
Stabilité politique	88	-0,698	0,609	-2,201	0,403
Qualité de la réglementation	88	-0,576	0,329	-1,261	-0,048
État de droit	88	-0,69	0,351	-1,586	-0,082
Voix et responsabilité	88	-0,34	0,436	-1,343	0,41
Croissance du PIB	88	5,109	2,473	-5,37	10,76
Ouverture Commerciale	88	58,729	14,249	36,488	112,761
Inflation	88	1,12	1,747	-3,233	6,745

VARIABLES	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
(1) IDE	1,000									
(2) contrôle corruption	-0,050	1,000								
(3) efficacité gouvern	-0,016	0,877*	1,000							
(4) stabilité politique	-0,098	0,154	0,262*	1,000						
(5) qualité réglementat	-0,090	0,890*	0,877*	0,221*	1,000					
(6) état de droit	0,077	0,909*	0,842*	0,257*	0,910*	1,000				



(7) voix et responsabi	-0,085	0,713*	0,774*	0,397*	0,752*	0,739*	1,000			
(8) croissance (%PIB)	0,096	0,226*	0,109	-0,011	0,109	0,196	0,097	1,000		
(9) Ouverture commer	0,163	-0,159	-0,378*	0,172	-0,206	-0,164	-0,257*	0,114	1,000	
(10) inflation	0,093	-0,176	-0,102	0,134	-0,063	-0,132	-0,161	-0,149	0,139	1,000

*** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$

Source : Calculé par l'auteur à l'aide du logiciel STATA

À partir des résultats du tableau de corrélations, il est remarquable que la relation entre la variable dépendante (IDE) et les variables de la gouvernance, soit négative excepté l'état de droit. Ceci peut être expliqué par la faiblesse des institutions et l'instabilité politique qui règne dans certains pays de l'UEMOA ou encore par les niveaux élevés de la corruption et la faible protection des droits de propriété. Nous soulignons, une corrélation négative entre les IDE et la stabilité politique (-0,098). On note aussi, une corrélation positive entre l'état de droit et les IDE. Ces résultats collaborent les conclusions de Globerman & Shapiro (2007) et Busse & Hefeker (2007). Nous constatons également une corrélation négative entre l'IDE et le contrôle de la corruption (-0,2240), de même que l'IDE et la qualité de la réglementation. Cette corrélation va dans le même sens que la conclusion d'Ed-dib & Aichi (2021). Il y a une relation positive entre le ratio d'ouverture commerciale et l'investissement direct étranger (0,163), en harmonie avec la conclusion de Harms & Ursprung (2002), Kandiero & Chitiga (2014) et Liargovas & Skandalis (2012) qui ont trouvé une affiliation positive entre ces deux variables. Cette corrélation s'explique probablement par le fait que, l'ouverture commerciale permet aux filiales étrangères d'avoir une grande flexibilité quant à l'importation des matières et produits nécessaires à la production, elle dispose aussi de facilités et d'opportunités d'exportation pour ces filiales (Moujahid & Khariss, 2021). L'investissement direct étranger est positivement corrélé avec le taux de croissance du PIB (la taille de marché). Le coefficient de corrélation entre l'IDE et le taux de croissance du PIB est de 0,096 (Tableau 2, p14). L'IDE est considéré comme un réacteur pour la croissance économique par lequel certains pays d'accueil développent leurs technologies et rattrapent leur retard technologique (Avoulou & Tchouassi, 2023). Inversement, le taux de croissance du PIB en mesurant la taille de marché donne aux FMN, la possibilité d'exploiter des économies d'échelle et d'obtenir des rendements plus élevés. Ce résultat renforce la théorie du marché et les conclusions de Mvondo (2023), ainsi que ceux d'Ed-dib & Aichi (2021). La lutte contre la corruption peut booster la croissance économique dans les pays riches en ressources naturelles qui appliquent les principes démocratiques. Cette conclusion est en harmonie avec celle de Kpognon & Bah (2020) qui est contextualisé dans la zone de la CEDEAO. Comme décrit précédemment pour connaître le modèle

spécifique à adopter, nous allons d’abord faire le test de Hausman. Le résultat de ce test, nous permettra de choisir le modèle à effet fixe ou le modèle à effet aléatoire ou composé.

Tableau 3 : résultat du test d'Hausman

Variables	Variable dépendante : flux d'IDE (% PIB)					
Ouverture commerciale	0.105*** (0.0203)	0.137*** (0.0274)	0.101*** (0.0181)	0.118*** (0.0216)	0.140*** (0.0172)	0.109*** (0.0201)
Croissance du PIB	0.111 (0.127)	-0.00923 (0.0425)	0.0929 (0.132)	0.107 (0.140)	0.0216 (0.107)	0.0686 (0.126)
Inflation	-0.0177 (0.170)	0.103 (0.120)	-0.0834 (0.164)	-0.0405 (0.172)	-0.0421 (0.152)	-0.0201 (0.145)
Contrôle de la corruption	1.689 (1.659)					
Efficacité gouvernement		3.942** (1.630)				
Stabilité politique			1.308** (0.458)			
Qualité de la réglementation				3.243 (2.793)		
État de droit					5.450*** (1.331)	
Voix et responsabilité						2.821** (0.890)
Constant	-1.891 (1.422)	-2.032* (1.042)	-1.315 (1.750)	-1.824 (1.453)	-0.876 (1.265)	-1.992 (1.468)
Observations	88	88	88	88	88	88
R-carré	0.354	0.251	0.370	0.366	0.417	0.386
Nombre de pays	8	8	8	8	8	8
Effets fixes pays	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes temps	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

	Coefficient
Chi-square test value	20.98
P-value	0,0019

Source : Calculé par l'auteur à l'aide du logiciel STATA

Le test Hausman rejette l’hypothèse nulle (Ho), l’effet fixe individuel (invariant dans le temps) n’est pas corrélé avec les variables explicatives, car la probabilité (0,019) est inférieure à 5%. Par conséquent, le modèle à effet fixe est plus convergent que le modèle à effet aléatoire

Tableau 4 : résultats de l'estimation du modèle à effets fixe

Les erreurs standards Robustes sont entre parenthèses. *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source : Calculé par l'auteur à l'aide du logiciel STATA

La lecture économétrique du tableau 4, nous permet de déduire que, certains indicateurs de la gouvernance ont un effet significatif et positif sur les flux des IDE dans la zone de l’UEMOA (tableaux 4, p16). La stabilité politique et l’absence de violence ont un effet positif et statistiquement significatif sur les IDE. Ils constituent un facteur d’attractivité de l’IDE dans la zone de l’UEMOA. Ainsi, les politiques qui cherchent à stabiliser la zone sont bénéfiques à

l'attractivité de l'UEMOA. Des résultats similaires ont été obtenus par Bismans & Damette, (2023). En effet, la baisse des flux d'IDE dans l'UEMOA peut donc s'expliquer par les bouleversements politiques de certains États membres qui ont affecté les échanges internationaux et créé une autre oblique des flux en faveur des industries extractives relativement moins créatrices d'emplois (Arouna & Baba, 2022). Feng (2017) affirme que l'instabilité politique provoque des encombrements économiques par l'affaiblissement des taux d'investissement. En effet, nos résultats prouvent que l'augmentation de 1% de la stabilité politique entraîne, toute chose étant égale par ailleurs, une hausse de 1.308% des flux d'IDE (en % du PIB). L'efficacité du gouvernement a un effet significatif et positif sur les IDE (tableau 4, p16). Ce résultat coïncide avec ceux de (Allam, 2018) et (Mamoudou, 2017). L'état de droit a un effet positif et statistiquement significatif sur les flux d'IDE entrants dans la zone de l'UEMOA. Bijelic (2008) a trouvé des résultats similaires en mesurant l'impact du droit interne et des institutions étatiques du pays d'accueil sur l'établissement des firmes multinationales. Selon nos résultats, le Sénégal et le Bénin sont les deux principaux pays de l'UEMOA, où règnent le plus d'État de droit. L'indice de voix et responsabilité a un effet positif et significatif sur les IDE entrants dans l'UEMOA. Nos résultats indiquent que, dans l'UEMOA, une augmentation de cet indice de 1% toute chose étant égale par ailleurs, entraîne une hausse des flux entrants d'IDE de 2.821%. Ce résultat est en phase avec celui de Yosra, et *al.*, (2014) qui ont trouvé que l'indice voix et responsabilité est positivement associé au flux d'IDE vers la région du MENA. Enfin, L'ouverture commerciale constitue un important facteur de la politique d'attractivité des IDE dans l'UEMOA. Ce résultat confirme les conclusions de Kandiero & Chitiga (2014) et Liargovas & Skandalis (2012).

Conclusion

Cette étude a eu pour objectif de donner réponse à la question des effets des politiques d'attractivité sur les flux d'IDE dans l'UEMOA. Ces politiques permettent de construire un climat qui répond aux attentes des firmes multinationales car, dans la mesure où les États se positionnent comme offreurs de leur territoire, ils sont obligés de prendre en compte les facteurs susceptibles d'attirer les firmes. De même, selon notre étude économétrique, la stabilité politique et l'absence de violences, l'efficacité du gouvernement, l'état de droit, et la liberté d'expression ont un effet positif et significatif sur l'IDE de même que l'ouverture commerciale. Enfin, le modèle à effet fixe a permis aussi de conclure que les variables, l'efficacité du



gouvernement et celle de la croissance économique ont des incidences positives sur l'évolution des IDE entrants dans l'UEMOA avec une participation significative de l'état de droit.

À la lumière de ces résultats, l'UEMOA gagnerait dans la mise en place de politiques d'attractivité de mettre un accent sur : le renforcement de la stabilité politique et la qualité des institutions des États membres, l'initiation des politiques de renforcement du cadre légal et réglementaire, l'adoption des politiques en vue d'améliorer le contexte macroéconomique des pays, l'investissement pour mettre à la disposition des pays membres des infrastructures qui répondent aux standards internationaux. Finalement, l'UEMOA devra promouvoir la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption pour atteindre l'efficacité des administrations.

Cette étude permet de renforcer la liste déjà existante de déterminants des flux d'IDE. Toutefois, il serait plausible dans une perspective de renforcer la littérature des investissements directs étrangers d'approfondir la question de la recherche sur les raisons qui poussent les firmes multinationales à rester dans une région (Afrique) malgré l'instabilité politique.

BIBLIOGRAPHIE

Ajide K. B & Dolapo R I. (2016) : Nexus institutions-IDE en pays de la CEDEAO, *Journal of African Business*, DOI : 10.1080/15228916.2016.1180778.

Alaoui, I. A. & Mastour, S. (2023) « Attractivité des places Offshore : analyse de la situation du Maroc en 2021 », *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, pp : 104-125. <https://www.revuecca.com/index.php/home/article/view/889>.

Allam, P. (2018). *Les incitations à l'investissement ont-elles un impact sur l'attractivité de l'investissement direct étranger en Égypte ?* [Mémoire, Université Montréal]. <https://papyrus.bib.umontreal.ca>.

Amina, B., & Rachid, B. (2018). Essai de construction d'un Score d'Attractivité Sectorielle des Investissements Directs Étrangers. *Revue Organisation & Travail Volume*, 7(1).

Anyanwu, J. C., & Yameogo, N. D. (2015). What drives foreign direct investments into West Africa? An empirical investigation. *African Development Review*, 27(3), pp199-215.

Avoulou, M. S. L. O., & Tchouassi, G. (2023). L'influence des facteurs institutionnels sur l'attractivité macro-territoriale du Cameroun aux investissements directs étrangers. *Recherches et Applications en Sciences Économiques et de Gestion*, 2(1), pp48-67.

Bah M & Kpognon K. (2020). Public investment and economic growth in ECOWAS countries: Does governance Matter? *African Journal of Science, Technology, Innovation and Development*, 10.1080/20421338.2020.1796051, 13 (6), pp713-726.

Bceao, (2021), *rapport annuel 2021*, https://www.bceao.int/sites/default/files/2018-07/Rapport_annuel_2021.pdf.

Bijelic, A. (2008). *L'État de Droit, facteur déterminant à l'entrée des investissements étrangers directs : le cas de la Serbie*. [Mémoire, Université de Montréal]. <https://papyrus.bib.umontreal.ca>

Bismans, F., & Damette, O. (2023). *Économétrie dynamique : Modèles et applications*. Editions Ellipses.

Bourbonnais, R. (2009). *Économétrie, manuel et exercices corrigés*. Dunod. 7ème édition. <https://www.dunod.com>.



Busse, M., & Hefeker, C. (2007). Political risk, institutions and foreign direct investment. *European journal of political economy*, 23(2), pp397-415.

Chaze, M., Edouard, J. C., & Mainet, H. (2019). Comment repenser les politiques d'attractivité dans les territoires de faibles densités ? L'exemple de l'Auvergne. In *13^{ème} Journées de Recherches en Sciences Sociales (JRSS)*.

Cherbib, J., & Bahri Korbi, F. (2023). Choix et dynamique de l'orientation stratégique dans les JVI entre PME et multinationales opérant dans un environnement incertain. *Revue internationale PME*, 36(1), pp26-48.

Croi, F K. (2020). Niveau d'éducation, corruption et croissance économique dans les pays de l'UEMOA. *Annale des sciences économiques et de gestion* 19(1). Université Marien NGOUABI ISSN : 1815– 4433.

De Sousa, J., & Lochard, J. (2006). Union monétaire et ide. *Revue économique*, 57(3), pp 419-430.

Ed-Dib, M., & Aichi, Y. (2021). Gouvernance et investissements directs étrangers dans les pays en développement. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 2(2), pp439-458.

Feng, Y. (2017). Determinants of foreign direct investment (FDI). *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, <https://oxfordre.com/politics/view/10.1093/acrefor>.

Fofana, M. F. (2013). *Effets du cadre réglementaire de la liberté économique sur l'investissement direct étranger : approche empirique comparant l'Afrique subsaharienne et l'Europe occidentale*. [Thèse de doctorat. École nationale d'administration publique, Canada]. <https://espace.ena.ca/id/eprint/111>.

Garga, F. D., & Tchakounte, M. (2022). Liberté économique et attractivité des investissements directs étrangers : Le cas de la zone CEMAC. *Alternatives Managériales Économiques*, 4(2), pp640-660.

Globerman & Shapiro D. (2007). Global foreign direct investment flows: The role of governance infrastructure, *World Development*, 30(11), pp1899-1919.

Gouenet, M. R., & Nguena, C. L. (2013). Instabilité socio-politique et attractivité des Investissements Directs Étrangers (IDE) au Cameroun. AAYE Policy Research Working Paper Series 13_006. *Association of African Young Economists*. Révisé en décembre 2013.



Harms, P. & Ursprung, H. W. (2002). Do civil and political repression really boost foreigner direct investment? *Economic Inquiry*, 40(4), pp651–663.

Hatem, F. (2005) *Attractivité du Territoire : Théorie et Pratique, aller-retour*. École de management de Normandie. Normandie, France.

Hausman, J. A. (1978). Specification Tests in Econometrics. *Econometrica*, 46(6), pp1251–1271. <https://doi.org/10.2307/1913827>.

Kandiero T & Chitiga M (2014). Trade openness and foreign direct investment in Africa. *South African Journal of Economic and Management Sciences*, 9(3), <https://doi.org/10.4102/sajems>.

Liargovas, P. G., & Skandalis, K. S. (2012). Foreign direct investment and trade openness: The case of developing economies. *Social indicators research*, 106(2), pp323-331.

Makosso, B., & Akiana, W. U. M. (2023). Déterminants des Investissements Directs Étrangers dans la zone CEMAC : Approches théoriques et Vérification empirique. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 4(4).

Mamoudou, B. (2017). Rôle des institutions dans les flux d'IDE entrants en Guinée. *West African Journal of Monetary and Economic Integration*, 17(2), pp81-101.

Moujahid, M., & Khariss, M. (2021). Principaux déterminants des investissements directs étrangers au Maroc : étude économétrique par le modèle VAR. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 2(4).

Mvondo, R. L. P. B. (2023). Analyse des écarts des IDE entre les pays africains et les pays avancés et émergents. *Alternatives Managériales Économiques*, 5(1), 340-356.

Nkoa, B. E. O., & Song, J. S. (2018). La qualité des institutions réduit-elle la volatilité des investissements directs étrangers en Afrique ? *Monde en développement*, (3), pp113-131.

Nsiah, C., & Wu, C. (2014). The role of spatial dynamics in the determination of foreign direct investment inflows to Africa. *African Development Review*, 26(3), pp494-507.

Silem, A., Benziane, D., & Sadi, N. E. H. (2023). Commerce extérieur et développement économique des pays africains. Un essai de typologie par ACP. *Revue tadamsa d'unegmu*, 3(1), 36-53.



Yosra, S., Hassen, S., & Anis, O. (2014). Gouvernance, investissement direct étranger et croissance économique dans la région MENA. *Economics and Strategic Management of Business Process*, 2, pp71-75.